



PREFET DE LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Direction régionale  
des affaires culturelles

ARR-PRESC-FOUILLE  
n° 17/0389 du 21 juillet 2017

Service régional de l'archéologie

**ARRÊTÉ**  
**portant prescription de fouille archéologique préventive**  
**du site archéologique n° 37.122.0057 (âge du Fer)**  
**relative au projet de construction d'un centre commercial**  
**ZAC des Courelières - phase 1**  
**lieu-dit « les Bercelleries » à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire)**

Le Préfet de la région Centre – Val de Loire  
Chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine (livre V - archéologie) ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Nacer MEDDAH, Préfet de la région Centre – Val de Loire et du département du Loiret ;

Vu le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du quartier sud dite « des Courelières » aux lieux-dits « le Petit Moron », « les Bercelleries », « les Rosiers » et « Cercele » à Joué-lès-Tours envoyé par la commune de Joué-lès-Tours le 2 août 2013, reçu à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre, Service régional de l'archéologie le 5 août 2013 ;

Vu le contrat de concession d'aménagement pour la réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du quartier sud dite « des Courelières » entre la ville de Joué-lès-Tours et la société Bouygues Immobilier du 5 juillet 2010, reçu par courrier électronique à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre, Service régional de l'archéologie, le 20 décembre 2013 ;

Vu l'arrêté n° 14/0018 définissant les modalités de saisine du Préfet de région au titre de l'archéologie préventive, relatif au projet susvisé ;

Vu le principe de phasage opérationnel et la demande de réalisation anticipée de diagnostic archéologique présentée par la société Bouygues Immobilier, Antenne Losange Centre-Loire, 19 rue Édouard Vaillant, 37000 TOURS, relative à un projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) du quartier sud dite « des Courelières » sur des terrains situés aux lieux-dits « les Bercelleries » et « les Rosiers » - phase 1 à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), cadastrés AZ 528, 530, 190, 181, 179, 465p et AW 24, 189, reçue par courrier électronique à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre, Service régional de l'archéologie, le 16 décembre 2013 ;

Vu l'arrêté n° 14/0020 du 28 janvier 2014 portant prescription de diagnostic archéologique relatif au projet susvisé ;

Vu l'arrêté n° 17/0077 du 1<sup>er</sup> février 2017 désignant M. Vincent HIRN, Conseil départemental d'Indre-et-Loire, responsable scientifique de l'opération de diagnostic susvisée ;

Vu le rapport intermédiaire de diagnostic archéologique reçu à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre – Val de Loire, service régional de l'archéologie, le 26 juin 2017 ;

Vu l'avis de la Commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA) du Centre-Nord, des 2 et 3 juillet 2017 ;

Vu le courrier électronique de la SAS JOUE DISTRIBUTION, représentée par M. Gervais Marchand, rue de la Bondonnière, 37300 Joué-lès-Tours, confirmant le projet d'aménagement (construction d'un centre commercial) ZAC des Courelières - phase 1 - lieu-dit « les Bercelleries » à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire), reçu à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre – Val de Loire, service régional de l'archéologie, le 19 juillet 2017 ;

Considérant la présence d'un enclos de l'âge du Fer et d'un réseau parcellaire contemporain de l'enclos ;

Considérant que les vestiges archéologiques seront affectés par le projet d'aménagement ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Est prescrite une fouille archéologique préventive préalable à la réalisation du projet de construction d'un centre commercial (ZAC des Courelières - phase 1) portant sur les terrains sis en :

Région : Centre – Val de Loire

Département : Indre-et-Loire

Commune : JOUE-LES-TOURS

Localisation : lieu-dit « les Bercelleries »

Cadastre : AW 24p. et AW 189p.

Emprise : 30 000 m<sup>2</sup> environ

Code national d'opération Patriarche : 0611811

Site archéologique : n° 37.122.0057 (âge du Fer)

L'emprise soumise à la fouille est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté (annexe 1)

**Article 2** : La fouille sera réalisée conformément au cahier des charges scientifique annexé au présent arrêté (annexe 2), sous la maîtrise d'ouvrage de la SAS JOUE DISTRIBUTION, qui projette de faire exécuter les travaux donnant lieu à la présente prescription.

Sa réalisation peut être confiée, au choix du maître d'ouvrage, à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), à un service archéologique territorial agréé ou à tout autre opérateur de droit public ou privé titulaire de l'agrément prévu à l'article L.523-8 du code du patrimoine.

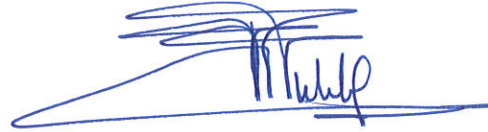
Cet agrément devra couvrir la période suivante : Protohistoire.

Le contrat conclu avec l'opérateur comporte le projet d'intervention de celui-ci précisant les modalités de mise en œuvre des prescriptions contenues dans le cahier des charges.

**Article 3 :** La fouille ne pourra être entreprise qu'après autorisation par le préfet de région, délivrée à la demande de la SAS JOUE DISTRIBUTION, au vu du dossier transmis comprenant le contrat mentionné à l'article 2, le justificatif de l'agrément de l'opérateur et, le cas échéant, la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R.523-45 du code du patrimoine.

**Article 4 :** La Directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS JOUE DISTRIBUTION.

Fait à Orléans,     **21 JUIL. 2017**



**Nacer MEDDAH**

Destinataire :  
SAS JOUE DISTRIBUTION

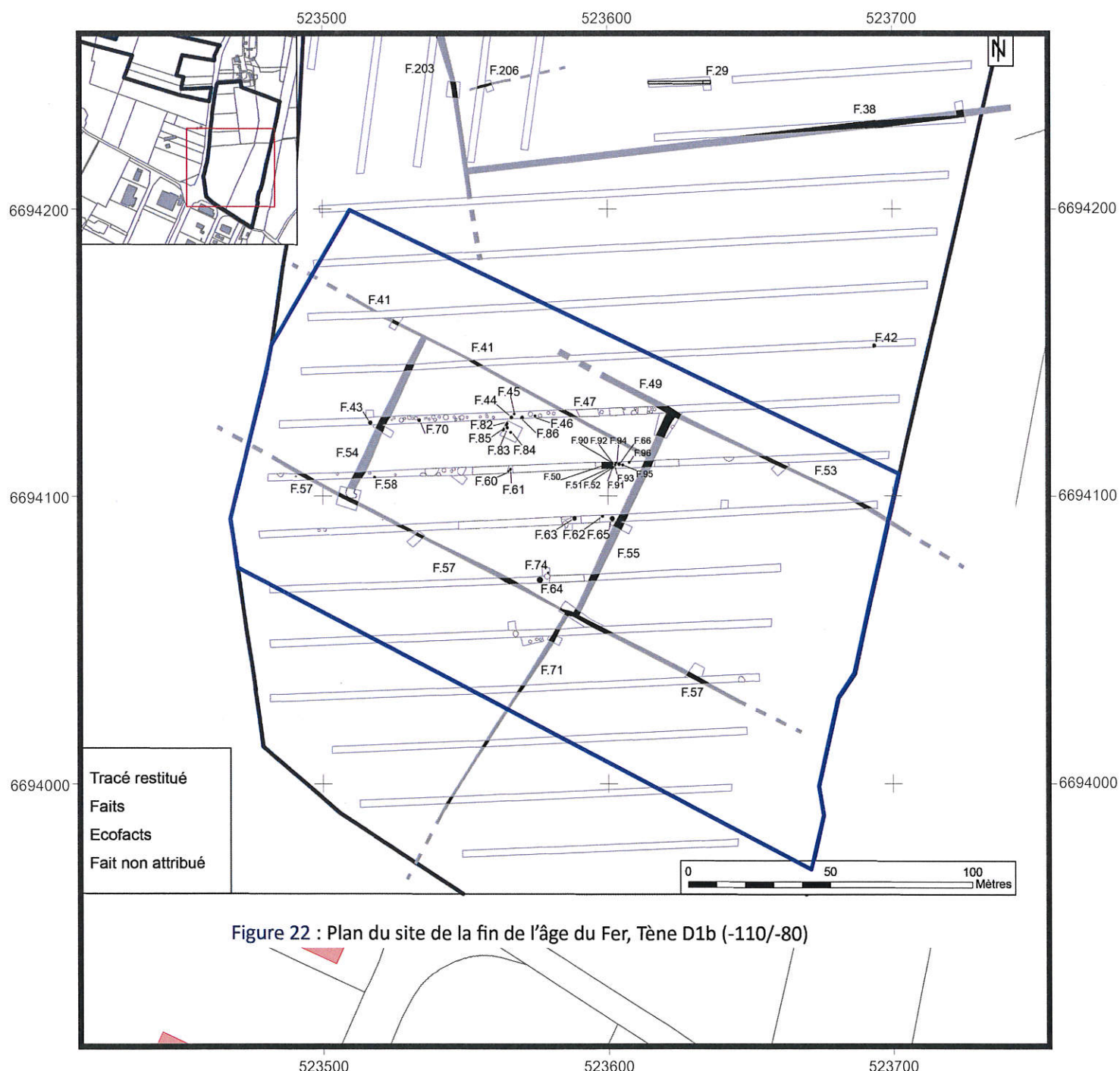
Copie :  
Préfecture d'Indre-et-Loire  
Commune de Joué-lès-Tours





Direction régionale  
des affaires culturelles  
Centre - Val de Loire  
Service régional de l'archéologie

**Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire)**  
**Plan annexé à l'arrêté n°17/0389**  
**portant prescription de fouille archéologique**  
**préventive du site archéologique 37 122 0057**  
**relative à l'aménagement d'une partie de la ZAC des Courelières**



OA n°0611811

Emprise objet de la prescription

©BD parcellaire 2011  
 Composante du RGE®  
 Système de projection : Lambert 93  
 "reproduction interdite"

D.R.A.C. Centre - Val de Loire  
 S.R.A. / V. Aubourg / édition juillet 2017



PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Direction régionale  
des affaires culturelles

Service régional de l'archéologie

**CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE**  
**de la fouille archéologique préventive**  
**n° d'opération OA0611811**  
**du site archéologique 37 122 0057 (âge du Fer)**  
**relative au projet de création d'un centre commercial au sein d'une ZAC**  
**à Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire) « les Courelières » phase 1**

Annexé à l'arrêté n° 17/0389 portant prescription de fouille archéologique.

Comme prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 17/0389, la fouille préventive sera réalisée conformément au cahier des charges scientifique ci-après :

**DONNÉES SCIENTIFIQUES**

**Le contexte général**

La commune de Joué-lès-Tours est située au centre du département d'Indre-et-Loire, au sud de Tours, au sud de la rivière Cher. Les terrains sont localisés le long de la route de Monts, route départementale RD86. Ce secteur forme un plateau entre le Cher au nord et l'Indre au sud. Il se caractérise par un sous-sol de calcaire lacustre aux caractéristiques changeant très rapidement, passant du calcaire marneux, à des argiles blanches ou verdâtres ou à des argiles orangées comprenant des cailloutis.

**Le diagnostic**

Les vestiges les plus conséquents sont ceux datant de l'époque laténienne. Ils correspondent à un établissement agricole. L'enclos de l'âge du Fer, orienté selon un axe nord-ouest/sud-est, est de forme rectangulaire et mesure 92 x 63 m pour une surface de 5 796 m<sup>2</sup>. Il est délimité en son cœur par quatre fossés et entouré de cinq fossés parcellaires. L'ensemble est complété plus au nord par trois autres fossés, qui constitueraient une ébauche de parcellaire. L'espace interne a été difficile à appréhender avec des fosses et des trous de poteaux mais sans plan de bâtiment exploitable. Des d'anomalies, interprétées comme des traces de défrichement, ont également été mises au jour à l'intérieur. L'analyse géomorphologique semble néanmoins un peu légère pour valider cette interprétation.

La présence de 748 fragments céramique (44 individus) dans les fossés a permis l'attribution chronologique de cet ensemble à La Tène D1b (l'occupation se prolonge jusqu'à La Tène D2a pour les fossés périphériques). Le mobilier céramique est concentré sur le fossé F54 qui regroupe 299 fragments pour 26 individus. Le reste du mobilier mis au jour se compose d'objets métalliques et de faune. Le rapport ne détaille pas ces derniers éléments.

Parmi les autres vestiges significatifs, on note la présence d'un bâtiment sur poteaux de 10 m de long par 8 m de large, peut-être accompagné d'un second bâtiment dont seul l'angle nord-est est apparu. La céramique associée permet d'attribuer cet ensemble au second haut Moyen Âge.

## OBJECTIFS SCIENTIFIQUES ET PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

### OBJECTIFS SCIENTIFIQUES

La fouille s'inscrit dans l'axe 5 (Les âges des métaux – Espaces ruraux du second âge du Fer) de la programmation nationale de la recherche archéologique. La fouille portera sur une superficie de 3 ha. Elle permettra de saisir l'organisation de l'occupation et le rôle joué par l'enclos laténien et le parcellaire associé. Elle devra permettre la qualification de cette installation rurale.

L'objectif de la fouille est l'étude de cette installation rurale laténienne, afin d'en déterminer plus finement la chronologie, l'organisation et permettre de définir la fonction et le statut de cette occupation.

### PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES

La **fouille** sera réalisée en aire ouverte avec mise en place de quelques coupes stratigraphiques provisoires ou cumulatives, depuis le sol actuel (bermes). Elle débutera par la réalisation du décapage archéologique de la surface concernée par l'intervention conformément au plan annexé au présent cahier des charges. Ce décapage devra être extrêmement soigneux, il sera mené jusqu'au niveau d'apparition des vestiges archéologiques. Il aura pour but de mettre au jour les structures excavées (fosses, fossés et trous de poteau), les sols et autres vestiges archéologiques. Il sera suivi d'un relevé topographique général des structures mises au jour.

Les **structures excavées** (fosses, trous de poteaux) feront l'objet d'une fouille fine manuelle au moins par moitié dans un premier temps, la deuxième moitié pouvant être étudiée plus rapidement. L'étude de leur répartition ainsi que du mobilier devra mettre en avant l'éventuelle structuration des secteurs selon leur spécialisation (agricole, artisanale, habitat). Une attention particulière sera portée aux anomalies, et l'étude de ces dernières devra expliquer leur processus de formation.

Les **structures linéaires** (fossés) seront fouillées exhaustivement, manuellement sur des sections significatives, et mécaniquement passe par passe sur le reste, afin de recueillir des indices sur la dynamique et la datation de leur comblement et étudier les recoupements. Il sera procédé à une analyse spatiale fine des processus de dépôt au sein de ces grandes structures linéaires.

Les **éventuels sols** et secteurs comportant des séquences stratigraphiques, devront faire l'objet d'une étude complète sous la forme d'une fouille manuelle, par unités stratigraphiques, notamment pour recueillir des éléments de datation.

Dans l'éventualité de la présence de **sépultures**, leur étude suivra la méthode de l'anthropologie de terrain en s'attachant aux problèmes de taphonomie. On recherchera tous les indices susceptibles de renseigner sur les habitudes funéraires.

Si l'existence de **puits** est avérée et, après expertise des conditions de sécurité, ils seront véritablement fouillés. Cette intervention ne pourra se faire par une équipe spécialisée afin de permettre l'extraction des matériaux et du mobilier archéologique qui sera positionné en altitude. Les parois de ces structures seront étudiées afin de mettre en évidence les techniques de creusement, et d'utilisation. L'analyse stratigraphique couplée à l'étude du mobilier devra expliquer le processus de comblement de ces structures.

L'éventuelle « mécanisation de la fouille » qui pourrait être proposée par l'opérateur devra se cantonner uniquement à l'accompagnement de la fouille manuelle de structures de grand volume, présentant des séquences de remplissage stériles ou dans lesquelles des passes par unités stratifiées



peuvent être mises en œuvre. Les petites fosses, trous de poteau, sablières... et les séquences stratifiées devront uniquement faire l'objet d'une fouille manuelle.

### **Enregistrement**

Toutes les structures feront l'objet d'un enregistrement stratigraphique (US), de relevés graphiques au 1/10<sup>e</sup>, 1/20<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup> (dans le cas éventuel de plans généraux), ainsi que de relevés photographiques. Les relevés graphiques devront être localisés sur un plan et une restitution de leur cote d'apparition ainsi que l'épaisseur des stériles décapés devront être figurées. Les limites de fouille devront être géolocalisées précisément (Lambert 93) sur un fond cadastral à une échelle lisible.

Toutes les couches feront l'objet d'un enregistrement stratigraphique (US). Ce mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques, sera étroitement lié à la gestion du mobilier archéologique. L'enregistrement en US devra permettre d'établir la chronologie relative de ces unités et d'élaborer le ou les diagrammes stratigraphiques, afin de produire la synthèse de la chronologie du site archéologique stratifié. Le mode d'enregistrement, de traitement et d'exploitation des données stratigraphiques y compris du mobilier devra faire l'objet d'une présentation détaillée et argumentée dans le projet scientifique.

### **Mobilier**

Le responsable scientifique de l'opération prendra les mesures de conservation qui s'imposent pour le mobilier mis au jour et informera sans délai le Conservateur régional de l'archéologie des dispositions prises pour en assurer la stabilisation et le traitement pour mise en état d'étude. Il fera appel, en tant que besoin, à la participation de spécialistes compétents pour le traitement et l'étude du mobilier issu de la fouille, en particulier pour les études technologiques et typologiques des mobiliers céramiques. Le mobilier métallique sera radiographié et stabilisé si nécessaire au cours de la phase terrain en vue de son étude et pour évaluer les mesures de conservation préventive et de restauration à mettre en œuvre.

### **Études paléo-environnementales et géoarchéologiques**

Si nécessaire, seront réalisés des prélèvements pour l'approche paléo-environnementale (sédimentologie, palynologie, carpologie, anthracologie, etc.) ainsi que des prélèvements de charbon de bois ou de mobilier osseux dans le respect des protocoles nécessaires pour effectuer les analyses ultérieures et des mesures d'âge radiocarbone. L'intervention d'un géomorphologue doit être prévue afin d'étudier les conditions de conservation du site. Des analyses micromorphologiques pourront être mises en œuvre pour préciser la nature des processus pédo-sédimentaires ayant participé à la constitution de la séquence sédimentaire (notamment recherche de témoins de talus, d'entretiens des fossés, constitution des anomalies...).

Au moment le plus opportun, des prises de vue aériennes (zénithales et obliques) seront réalisées par tout moyen approprié (avion, ballon captif, etc.).

## **PROJET SCIENTIFIQUE D'INTERVENTION**

Le projet d'intervention de l'opérateur devra notamment préciser :

- la durée prévisionnelle des travaux de terrain et d'exploitation des données ;
- le nombre d'archéologues et leurs compétences respectives ;
- les modalités de décapage et le détail de sa mise en œuvre ;
- la méthodologie adoptée pour la fouille ainsi que le mode d'enregistrement des données ;
- la prise en compte des données environnementales (méthodologies, moyens et laboratoires associés) ;

- les modalités de gestion de la documentation et du mobilier archéologique accompagné des protocoles de conservation préventive envisagés pendant et après l'intervention sur le terrain ;
- les mesures permettant d'assurer la sécurité des vestiges archéologiques, notamment par l'installation d'une clôture autour des zones de fouilles et éventuellement en assurant le gardiennage du site.

Pour l'élaboration du **projet scientifique d'intervention**, l'opérateur prendra connaissance du rapport de diagnostic archéologique présenté par Vincent HIRN consultable à la Direction régionale des affaires culturelles du Centre – Val de Loire, Service régional de l'archéologie, selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993, ainsi que de l'ensemble de la documentation nécessaire à la préparation et au bon déroulement de l'opération.

### **Tranche opérationnelle**

Compte tenu de la relative incertitude qui pèse sur la répartition des structures archéologiques, le contrat devra comporter au moins une tranche opérationnelle. Elle devra être provisionnée pour ajuster les moyens d'intervention nécessaires pour la fouille à la réalité de la distribution des vestiges et structures archéologiques qui seront effectivement rencontrés et pour permettre l'étude des mobiliers céramique ou non céramique qui pourraient être plus nombreux et complexes. Son éventuelle mise en œuvre, totale ou partielle, sera proposée par écrit à l'aménageur par le conservateur régional de l'archéologie après, si nécessaire, avis de la commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA) du Centre Nord. Les modalités pratiques de mise en œuvre de la tranche opérationnelle doivent être précisées dans le contrat passé entre l'aménageur et l'opérateur de son choix.

## **RESPONSABLE SCIENTIFIQUE**

Le responsable scientifique devra être un archéologue spécialiste de la fouille des sites ruraux du second âge du Fer et il sera assisté d'une équipe rompue aux interventions sur ce type de site.

Il informera de manière hebdomadaire par courrier ou messagerie électronique le conservateur régional de l'archéologie, et l'agent du service régional de l'archéologie en charge du suivi de ce dossier, de l'état d'avancement de l'opération et de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour la fouille (au cours des travaux de terrain et de la phase d'exploitation des données).

Il devra informer immédiatement le conservateur régional de l'archéologie de toute découverte archéologique d'intérêt majeur.

Durant le déroulement de la fouille, le responsable scientifique prendra les mesures de conservation qui s'imposent pour le mobilier archéologique mis au jour et informera sans délai le Conservateur régional de l'archéologie des dispositions prises pour en assurer la stabilisation et le traitement pour mise en état d'étude.

Le responsable scientifique de l'opération devra se rapprocher des chercheurs régionaux impliqués dans l'axe 5 (Les âges des métaux – Espaces ruraux du second âge du Fer) de la programmation nationale de la recherche archéologique pour disposer du maximum d'atouts dans la préparation du rapport final d'opération.



## COMPOSITION INDICATIVE DE L'ÉQUIPE ET DURÉE PRÉVISIBLE DE L'OPÉRATION

Le responsable scientifique sera assisté par au moins un responsable de secteur, spécialiste des établissements ruraux gaulois, un géomorphologue, un topographe et un nombre de techniciens suffisant. La phase terrain durera au minimum 3 mois, hors décapage. Les moyens humains mis en œuvre pour la phase d'étude ne devront pas être inférieurs à la moitié de ceux de la phase terrain.

## RAPPORT DE FOUILLE : CONTENU ET DÉLAI PRÉVISIONNEL DE REMISE

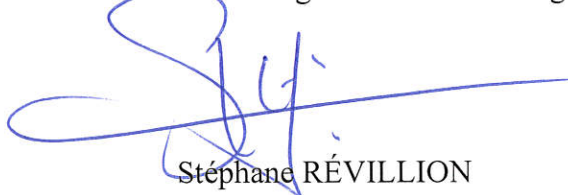
Le rapport final d'opération devra intégrer les données de l'opération de diagnostic. Il devra être remis au maximum vingt-quatre mois après la fin de l'opération sur le terrain. Il devra comporter tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, notamment une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération, dans la continuité de celle engagée par le rapport de diagnostic en mettant l'accent sur l'intégration du site dans les réseaux commerciaux. La mise en parallèle avec différents exemples d'habitats ruraux protohistoriques déjà connus dans la région sera menée afin de confirmer ou non les spécificités architecturales et chronologiques du site.

S'agissant du contenu du rapport, il est rappelé les principales dispositions de l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques :

- obligation de rédaction dans la langue française qui s'applique tant au rapport qu'à l'ensemble de la documentation scientifique constitué lors de l'opération archéologique ;
- présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération par rapport à l'occupation du sol dans ce secteur et par rapport aux problématiques scientifiques identifiées dans la prescription ;
- l'importance de la conclusion qui doit proposer une modélisation de l'occupation pour la période concernée du territoire d'étude pertinent (à préciser) en s'appuyant sur les opérations précédentes (autres opérations proches de même nature et/ou, de même période citées dans le chapitre consacré aux données scientifiques) et sur la documentation existante (références éventuelles).

La documentation scientifique de fouille et le mobilier devront être remis à la fin de l'opération selon les normes définies par le SRA Centre, que le responsable d'opération aura pris soin de connaître avant la phase de mise en forme des données. La remise s'effectuera sur rendez-vous en présence d'un membre du service régional et du responsable d'opération afin de vérifier la conformité de la documentation scientifique et du mobilier avec la liste d'inventaire.

Le Conservateur régional de l'archéologie



Stéphane RÉVILLION